

<b>Zeitschrift:</b>	Annales fribourgeoises
<b>Herausgeber:</b>	Société d'histoire du canton de Fribourg
<b>Band:</b>	63 (1998-1999)
<b>Artikel:</b>	"De toutes façons, l'heure de Fribourg a sonné" : l'élection du premier conseiller fédéral fribourgeois (1919)
<b>Autor:</b>	Sebastiani, Daniel
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-817870">https://doi.org/10.5169/seals-817870</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 23.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# «DE TOUTES FAÇONS, L'HEURE DE FRIBOURG A SONNÉ» L'ÉLECTION DU PREMIER CONSEILLER FÉDÉRAL FRIBOURGEOIS (1919)\*

DANIEL SEBASTIANI

## Les conservateurs catholiques suisses

Pour comprendre l'élection en 1919 du premier conseiller fédéral fribourgeois — Jean-Marie Musy (1876-1952) —, il n'est pas inutile de revenir en arrière<sup>1</sup>. En 1847, la guerre du Sonderbund n'oppose pas seulement protestants et catholiques. Elle représente surtout le moment fort d'un antagonisme ancien entre les tenants d'une Suisse moderne, urbaine, industrielle et centralisatrice regroupés autour de l'étandard libéral-radical et les défenseurs d'une Suisse traditionnelle, rurale et fédéraliste emmenés par les conservateurs catholiques.

Œuvre des vainqueurs, la Constitution de 1848 entérine la suprématie radicale pour longtemps. En tant qu'«*incarnation de notre système politique*»<sup>2</sup>, le Conseil fédéral reste la chasse gardée exclusive des libéraux-radicaux de 1848 à 1891. Dans l'autre camp, la défaite renforce la position minoritaire des vaincus, dont Fribourg, qui entretiennent un complexe d'infériorité. Les catholiques vont cependant sortir peu à peu de leur «ghetto», tout en défendant leur identité<sup>3</sup>.

---

\* Nous développons ci-après la plupart des idées présentées dans notre article: *La fin du Sonderbund. Jean-Marie Musy au Conseil fédéral*, in: *La Gruyère*, 24 mars 1998, p. 24.

<sup>1</sup> Pour une biographie de Jean-Marie Musy, voir Francis PYTHON, *Jean-Marie Musy 1876-1952*, in: Urs ALTERMATT (dir.), *Conseil fédéral. Dictionnaire biographique des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens 1993, pp. 355-360. Voir aussi Chantal KAISER, *Bundesrat Jean-Marie Musy 1919-1934*, Freiburg/Schweiz 1999; Gaston CASTELLA, *En souvenir de Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération, 1876-1952*, Fribourg 1960.

<sup>2</sup> Urs ALTERMATT, *Conseil fédéral et conseillers fédéraux. Aperçu historique*, in: Urs ALTERMATT, *op. cit.*, p. 15.

<sup>3</sup> Voir Urs ALTERMATT, *Der Weg der Schweizer Katholiken ins Ghetto. Die Entstehungsgeschichte der nationalen Volksorganisationen im Schweizer Katholizismus 1848-1919*, Freiburg/Schweiz 1995. Voir aussi Urs ALTERMATT, *Le catholicisme au défi de la modernité. L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Lausanne 1994.

Dans les années 1870, les catholiques se mobilisent et usent du référendum, introduit en 1874, pour freiner la toute-puissance radicale. Ébranlée par les coups de butoir de la minorité conservatrice revigorée, la majorité radicale est obligée de faire des concessions, d'autant plus qu'elle perçoit sur sa gauche un nouveau danger. La forte industrialisation de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré de fortes disparités régionales, traîne dans son sillage le socialisme. Face à cette menace commune, les anciens ennemis du Sonderbund se rapprochent. En 1891, l'entrée au gouvernement fédéral du premier conservateur catholique, le Lucernois Josef Zemp, concrétise de manière emblématique le début du reflux libéral-radical et l'apparition du ralliement antisocialiste des forces de droite.

### Des débuts fulgurants

Outre les forces profondes et le contexte qui poussent l'individu à agir dans le sens de l'histoire, quel rôle joue malgré tout Jean-Marie Musy dans sa propre élection au Conseil fédéral?

Né à Albeuve, il grandit dans une famille conservatrice. Il n'oubliera jamais que son grand-père, ancien conseiller d'État, se trouvait dans le camp des battus en 1847. Élevé dans la citadelle catholique de Fribourg, le jeune Musy fréquente les lieux de formation des élites conservatrices. À trente ans, il a de solides atouts: né dans une famille politiquement correcte, avocat, bien marié, membre des sociétés agréées par le régime conservateur.

Volontariste, pragmatique et habile tacticien, Musy a une carrière fulgurante. Directeur du Crédit Gruyérien depuis peu, il est élu député de la Gruyère en 1911. Il reprend dès le début de 1912 la direction des finances cantonales qui sont à la peine. Gestionnaire rigoureux, le nouveau conseiller d'État s'efforce d'assainir la situation financière du canton. Mais son action réformatrice révèle la faiblesse des talents financiers de Georges Python, l'homme fort de la République chrétienne de Fribourg. Prudent, Musy ne s'oppose pas ouvertement à Python qui a maté plus d'un dissident. Grâce à une politique d'équilibrisme qui rallie une partie des conservateurs et l'opposition radicale minoritaire, le Gruérien apparaît dès 1913 «comme le véritable chef du gouvernement fribourgeois»<sup>4</sup>.

Musy se hisse alors sur la scène fédérale. Nommé au conseil d'administration de la Banque nationale suisse en 1913, il est élu au Conseil national l'année suivante.

---

<sup>4</sup> [s.n.]: *Au Grand Conseil fribourgeois*, in: Journal de Genève, 21 novembre 1913. Sur les débuts de la carrière politique de Musy au gouvernement fribourgeois, voir Pierre-Philippe BUGNARD, *Le machiavélisme de village. La Gruyère face à la République chrétienne de Fribourg (1881-1913)*, Lausanne 1983, pp. 55-65.

Fédéraliste ardent, il devient aussi une des références nationales en matières financières. Qui a dit que l'éthique catholique s'accorde mal avec l'«esprit du capitalisme»?

Alors que l'État fédéral se débat contre des difficultés financières, aggravées par la guerre, le Fribourgeois tient, en 1916 à Zurich, un discours devant les élites dirigeantes du pays<sup>5</sup>. Sa proposition de réforme financière est bien accueillie. Certains journaux radicaux notent même que Musy a le profil d'un futur conseiller fédéral.

### **Les effets de la guerre en Suisse et la grève générale de 1918**

Entre 1914 et 1918, sans subir les affres de la guerre sur son sol, la Suisse se trouve malgré tout étroitement liée aux destins des autres nations européennes. Les clivages, tant politiques que sociaux et économiques, se creusent. À la fin de l'année 1918, la Suisse est au bord de la guerre civile. La grève générale de novembre 1918 représente le sommet d'un mouvement de protestation contre la misère économique dans laquelle sont tombées les couches moyennes et modestes de la population. À l'époque, la droite bourgeoise perçoit toutefois la grève générale comme une tentative révolutionnaire. Un complot ourdi de l'étranger et avec l'appui en Suisse des socialistes extrêmes, qui vise à détruire la patrie, l'armée, la propriété et la religion. Les élites dirigeantes sont peu habituées à accéder à des revendications sociales.

Au cours de la guerre, de nombreux ouvriers suisses en difficulté espèrent voir leur situation s'améliorer en adhérant aux thèses socialistes. À cette poussée quantitative de la gauche s'ajoute une radicalisation idéologique de certains socialistes. La droite extrémiste d'une partie de la gauche, ainsi que le durcissement d'une fraction de la bourgeoisie et de l'armée aggravent les tensions. Le climat social est lourd, chargé de reproches réciproques de plus en plus violents.

La tension monte d'un cran lorsque le Conseil fédéral lance, en janvier 1918, le projet d'un service civil obligatoire, immédiatement combattu par la gauche. En réponse à cette initiative du gouvernement, des dirigeants du Parti socialiste suisse et de l'Union syndicale suisse fondent en février 1918 le comité d'Olten, avec à sa tête Robert Grimm. Parmi les moyens de lutte prévus pour qu'il soit fait droit aux revendications ouvrières, le comité envisage la grève générale, ce qui ne contribue pas à diminuer la peur du Conseil fédéral et surtout de l'État-major qui s'empresse de peindre le diable sur la muraille. Affaiblie physiquement, sous-alimentée, usée moralement, la population est en outre fortement touchée, dès le début de l'été 1918, par une épidémie, improprement appelée grippe espagnole. 40% de la population est atteinte, quelque 21 500 personnes en décèdent.

---

<sup>5</sup> Voir Jean-Marie MUSY, *La réforme financière fédérale. Conférence donnée par M. le Conseiller national Musy à l'assemblée des statisticiens suisses, à Zurich, le 24 octobre 1916*, Bulle 1916.

En mai 1918, une mission russe arrive en Suisse. Emmenée par Jean Berzine, elle entretient des relations officieuses avec le Conseil fédéral<sup>6</sup>. Cette mission soviétique suscite de grandes inquiétudes parmi les représentants alliés en Suisse et au sein de la droite nationale helvétique qui prennent pour des vérités établies des rumeurs invérifiables: la mission Berzine posséderait des moyens financiers extraordinaires pour soutenir la révolution en Suisse<sup>7</sup>. En contact avec la gauche extrémiste, la mission soviétique est vite perçue par l'opinion comme la cause principale des troubles. Les esprits s'échauffent. À la fin du mois de septembre, les employés de banque du canton de Zurich se mettent en grève et obtiennent satisfaction très rapidement. Au début du mois de novembre 1918, le général Wille dépose un rapport alarmiste sur la table du Conseil fédéral: la panique gagne les milieux bourgeois et, selon lui, la révolution est imminente. Le gouvernement helvétique est également soumis à la pression de l'Entente qui déplore son manque de vigueur à l'égard des socialistes révolutionnaires s'agitant en Suisse.

Dans les premiers jours de novembre, le gouvernement lève d'importantes troupes pour maintenir l'ordre dans le pays. Notamment suite aux interventions pressantes de l'Entente qui avertit ne pouvoir accepter un foyer révolutionnaire au milieu de l'Europe, le Conseil fédéral décide également d'expulser la mission Berzine, soupçonnée d'activités subversives. Loin de tranquilliser les esprits, la fin de la guerre correspond aussi à une forte agitation sociale ailleurs en Europe. Après la Russie en 1917, l'Allemagne est secouée par une révolution de type bolcheviste en novembre 1918. L'instabilité gagne également l'Empire austro-hongrois en désintégration. L'excitation est à son comble et semble générale. Le 11 novembre, le comité d'Olten proclame une grève générale illimitée. Le même jour, l'armistice est signé à Rethondes.

La grève est suivie de manière très inégale du 12 au 14 novembre. Le mouvement se concentre surtout dans les agglomérations industrielles, mais on ne peut pas parler d'une mobilisation totale des ouvriers contre l'ordre établi: 250 000 ouvriers grévistes face à 100 000 soldats appuyés par des milices patriotiques. Dans ces instants d'extrême tension, les autorités militaires mobilisent de préférence des unités des régions paysannes, naturellement hostiles au socialisme. Acquis aux valeurs traditionnelles marquées du sceau «Dieu et Patrie», les soldats-paysans sont les meilleurs défenseurs du bloc bourgeois. Ainsi, de nombreux soldats fribourgeois sont engagés pour assurer le maintien de l'ordre. Ils montent la garde autour du palais fédéral. Ce sont également des

---

<sup>6</sup> Willi GAUTSCHI, *Der Landesstreik 1918*, Zürich 1988, S. 156ff.

<sup>7</sup> «Dans son rapport final, déposé le 5 février 1920, le procureur de la Confédération [écartera] le complot révolutionnaire et l'intervention de la mission Berzine dans les affaires intérieures du pays». (Roland RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne 1974, p. 71, voir aussi p. 58, ainsi que Willi GAUTSCHI, *op. cit.*, S. 164-166).

Fribourgeois qui sont chargés de l'occupation des locaux de la *Berner Tagwacht*, considérée comme le quartier-général des grévistes, ainsi que de l'expulsion de la mission Berzine<sup>8</sup>.

La grève nationale se termine déjà le 14 novembre, suite à l'ultimatum lancé par le Conseil fédéral. Les grévistes n'obtiennent rien sur le moment, mais la discussion est lancée. Plusieurs de leurs revendications fondamentales seront progressivement satisfaites.

### Un conservateur au secours de l'ordre établi

Devant la révolution soviétique qui menace de gagner l'Europe centrale, Musy ne tarde pas à réagir. En avril 1918, le député conservateur intervient vigoureusement au Conseil national pour s'opposer à un postulat du socialiste Fritz Platten. Le Fribourgeois reconnaît toutefois en passant qu'il «*y a, dans le programme socialiste, des revendications légitimes*»<sup>9</sup>. Hyperpatriote et partisan de l'ordre, il prend la défense de l'armée et s'insurge contre les moyens employés par les agitateurs internationalistes pour arriver à leur fin. Il réclame des autorités une réaction ferme contre les fauteurs de trouble. Le conservateur catholique plaide également avec beaucoup de vigueur pour le maintien d'une forte population paysanne en raison de son rôle stabilisateur dans la société helvétique. Jouant sur l'image contrastée du montagnard et du financier, Musy symbolise à merveille cette alliance qui prend le nom de «bloc bourgeois». Une incarnation à lui seul de la complémentarité que se découvrent agriculteurs, banquiers et industriels. Confrontées à la montée du socialisme, droites urbaine et rurale s'entendent pour lui faire barrage<sup>10</sup>.

Le 10 décembre 1918, moins d'un mois après la grève générale et dans un cadre européen très troublé, Musy remonte à la tribune du Conseil national<sup>11</sup>. Il défend les

<sup>8</sup> Roland RUFFIEUX, *D'une guerre à l'autre*, in: Histoire du canton de Fribourg, Fribourg 1981, p. 971. Sur la participation des soldats fribourgeois aux événements de 1918, voir aussi Pierre BARRAS, *Novembre 18. Sur les pas du régiment 7*, Fribourg 1969, pp. 38-45; Roland RUFFIEUX, *Du Noir et Blanc au Rouge et Blanc. Un siècle d'histoire militaire fribourgeoise 1875-1975*, Fribourg 1975, pp. 126-131; Patrice BORCARD, *Le bat fus mont 14 et ses soldats. Une approche historique. 1875-1991*, Enney 1991, pp. 44-50. Le régiment 7 mobilisé à Berne est commandé par le lieutenant-colonel Roger de Diesbach, né la même année que Musy. Tous deux ont étudié à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg.

<sup>9</sup> Jean-Marie MUSY, *Discours prononcé au Conseil national par M. Musy (session de printemps 1918) concernant la police des étrangers et le révolutionnaire Münzenberg*, s.l. [1918], p. 7.

<sup>10</sup> Yves SANCEY, *Les banques et l'État en Suisse*, in: RSH, 46 (1996) 1, pp. 94-95.

<sup>11</sup> Pierre Barras indique que, avant de prononcer son discours du 10 décembre, Musy a rendu visite le 23 novembre aux malades du régiment 7 de Fribourg, mobilisé à Berne, et a demandé à Roger de Diesbach, commandant de ce régiment, des renseignements sur l'étendue de l'épidémie qui a touché les soldats fribourgeois. À la requête de Diesbach, Musy promit alors de tenir un discours sur ces instants dramatiques. (Pierre BARRAS, *op. cit.*, pp. 62, 68-69).

mêmes idées qu'en avril, mais le ton de son intervention est beaucoup plus dur, à l'instar du contexte général qui a gagné en intolérance. Causes de ce raidissement, au demeurant général: la brutalisation des rapports sociaux, la grève nationale, la grippe qui entraîne la mort de milliers de personnes dont de nombreux soldats fribourgeois mobilisés pendant la grève, le titre choquant de *La Sentinel* socialiste selon lequel «*la grippe venge les travailleurs*». Autre raison importante: la menace que font planer les troubles sur le crédit de la place financière suisse. Le cadre international joue également un rôle essentiel. L'aspect révolutionnaire de la politique internationale soviétique, l'agitation et la rébellion qui surgissent en divers points de l'Autriche-Hongrie décomposée, la révolution qui gronde en Allemagne, les secousses qui atteignent aussi dans une moindre mesure les puissances de l'Entente suscitent les plus vives inquiétudes au sein de la droite européenne. Celle-ci voit dans la Révolution russe l'annonce de la Révolution mondiale. La gauche est elle-même très divisée sur le chemin à suivre. En Suisse, on n'oublie pas en outre les spoliations dont ont été victimes des émigrés suisses en Russie, quelques jours après l'expulsion de la mission Berzine.

À la fin de l'année 1918, Musy n'est pas le seul membre de la droite nationale à se raidir. D'autres parlementaires ont pris avant lui la parole pour s'insurger contre l'agitation et les revendications socialistes. En dénonçant notamment «la lutte entreprise simultanément contre l'idée chrétienne, contre la patrie et contre les paysans»<sup>12</sup>, l'intervention du Fribourgeois s'inscrit dans un courant majoritairement hostile au bolchevisme contre lequel existe «*un large et facile consensus reposant sur quelques valeurs-refuges*»<sup>13</sup>. Son discours constitue un véritable condensé de toutes les accusations et autres rumeurs qui courrent dans le bloc bourgeois. En ancien substitut du procureur général, Musy n'oublie absolument rien dans son réquisitoire, volontiers démagogique: l'adversaire est accusé de tous les maux, jusqu'à la mort des soldats mobilisés qui ont en fait succombé de la grippe<sup>14</sup>.

Très proche des milieux financiers, Musy s'insurge aussi longuement d'avoir vu des banques zurichoises occupées par des grévistes<sup>15</sup>. Il reproche aux autorités d'avoir

---

<sup>12</sup> Jean-Marie MUSY, *La grève générale et le bolchévisme en Suisse. Discours prononcé par M. Musy au Conseil national le 10 décembre 1918*, Bulle [1919], p. 8.

<sup>13</sup> Francis PYTHON, *La croisade anticomuniste de J.-M. Musy*, in: *La Liberté*, 10/11 avril 1976.

<sup>14</sup> Comme le note l'historien Willi Gautschi, chiffres à l'appui, l'épidémie dépasse son sommet, en nombre de cas de grippe, en octobre 1918. Selon lui, il est donc inexact de dire que la grève générale est responsable de l'intensité de l'épidémie de grippe. (Willi GAUTSCHI, *op. cit.*, Fussnote 16 S. 204). Musy prétend pourtant que, provoquée par la grève générale, la mobilisation des soldats aurait amplifié l'épidémie.

<sup>15</sup> Jean-Marie MUSY, *La grève générale...* *op. cit.*, pp. 15-18. En 1918, Musy fait notamment partie des conseils d'administration du Crédit Gruyérien, de la Banque de l'État de Fribourg, de la BNS et de la Rentenanstalt, très liée au Crédit Suisse.

capitulé et d'avoir ainsi donné aux «socialistes l'occasion de prendre conscience de leurs forces et aussi de constater l'excessive indulgence du gouvernement de Zurich et du Conseil fédéral»<sup>16</sup>. Suit une description des sacrifices consentis par les soldats fribourgeois, dont plus de 80 décèdent de l'épidémie jusqu'à leur démobilisation<sup>17</sup>. Musy relève leur engagement à Berne pour y maintenir l'ordre durant la grève générale et, au passage, rappelle que «les hommes de 1848 et de 1874 ont dû se retourner dans leur tombe au moment où les soldats de Fribourg faisaient leur entrée à Berne»<sup>18</sup>. En 1918, les vaincus de 1847 tiennent enfin leur «revanche», symbolique au demeurant<sup>19</sup>. Ce sont eux, représentants de la Suisse rurale, catholique et fédéraliste, qui portent secours à l'État fédéral mis en place par les radicaux. Le souvenir des «mauvais patriotes» catholiques du Sonderbund est effacé<sup>20</sup>. En ce début de XX<sup>e</sup> siècle, une tendance lourde de l'histoire helvétique se confirme: les luttes confessionnelles ont fait place aux luttes sociales.

Devant un parterre de députés bourgeois désorientés par la tournure des événements, Musy ne fait rien pour calmer les inquiétudes. Il brandit le spectre de la révolution, dénonce les boucs-émissaires, tous plus ou moins à la solde de Lénine selon lui, et réclame des sanctions sévères contre les fauteurs de trouble. Il exige un pouvoir fort. Le réquisitoire est violent et a souvent des accents populistes. L'analyse, sans nuance, joue sur l'émotion. Aucune véritable solution n'est proposée: Musy n'évoque que très rapidement une vague doctrine chrétienne. La peur au ventre, radicaux et conservateurs se rallient aux arguments faciles du sauveur de l'ordre établi. Devenu un des principaux ennemis de la gauche, le Fribourgeois a droit désormais à ses attaques les plus virulentes, ce qui ne constitue pas un désavantage, loin de là, pour envisager au lendemain de 1918 une possible candidature au Conseil fédéral. Pour la bourgeoisie ébranlée, l'endiguement du socialisme devient prioritaire.

### Porte-parole des conservateurs catholiques

Après ses prises de position remarquées de 1918, Musy se met à nouveau en évidence grâce à la motion qu'il dépose et développe au Conseil national en février

16 *Ibid.*, p. 18.

17 *Ibid.*, p. 29. Voir aussi Roland RUFFIEUX, *D'une guerre...* *op. cit.*, p. 972; Roland RUFFIEUX, *Du Noir et Blanc...* *op. cit.*, p. 130.

18 Jean-Marie MUSY, *La grève générale...* *op. cit.*, p. 28.

19 Francis PYTHON, *Les aspirations à une rénovation nationale dans les milieux conservateurs romands 1919-1941. Les débats d'idées dans les revues de deux Sociétés d'étudiants*, Fribourg 1992, p. 29.

20 Markus HODEL, *Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1918-1929. Die goldenen Jahre des politischen Katholizismus*, Freiburg/Schweiz 1994, S. 17-18.

1919<sup>21</sup>. Dès cette époque, il apparaît comme un des hommes les plus en vue du mouvement conservateur.

Les difficultés de la guerre, puis le choc de novembre 1918 provoquent un profond malaise en Suisse. À mesure que la crise s'amplifie, beaucoup de citoyens estiment de plus en plus nécessaire de réviser la Constitution fédérale. Les conservateurs catholiques souhaitent tout particulièrement lui apporter quelques modifications. Au lendemain de la grève générale, ils se trouvent dans une position favorable pour faire passer certaines de leurs revendications. La fermeté avec laquelle ils ont défendu en 1918 l'État fédéral — œuvre pourtant des anciens ennemis du Sonderbund — leur donne quelques espoirs de voir leurs alliés du bloc bourgeois tenir plus compte de leurs préoccupations. Grâce à sa motion de février 1919, Musy se fait le porte-parole des conservateurs catholiques qui exigent le maintien d'un fédéralisme fort, une solution au problème social, sans gonflement de la bureaucratie fédérale, et la suppression des articles d'exception.

### **Consensus à droite et polarisation des camps**

En 1919, il devient de plus en plus évident que les conservateurs catholiques s'approchent d'un deuxième siège au Conseil fédéral. D'une manière générale, la montée en puissance des catholiques suisses depuis 1880-1890 et le vaste ralliement antisozialiste entamé dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et consolidé par les événements de 1918 ont marqué une intégration croissante des conservateurs catholiques à l'État fédéral. En outre, le conservateur Musy s'est de plus en plus profilé comme un candidat potentiel pour le Conseil fédéral grâce à son action cantonale dès 1912 et son entrée sur la scène fédérale à partir de 1913/1914. Déjà en 1916, la presse a évoqué son éventuelle candidature. À la fin de la guerre, grâce à diverses interventions favorablement accueillies par le bloc bourgeois, Musy a le profil d'un prétendant logique au gouvernement. Au moment décisif de l'élection, il faut toutefois que le Fribourgeois puisse entrer à l'intérieur d'un cadre limité par quelques critères précis. Et avant cela encore faut-il que certaines choses changent.

Le 13 octobre 1918, le peuple suisse accepte l'initiative demandant l'introduction du suffrage proportionnel pour les élections au Conseil national. C'était une ancienne revendication des minorités catholique et socialiste. Le système électoral majoritaire qui avait permis aux radicaux de résister encore en 1917 disparaît. Le 26 octobre 1919, les premières élections du Conseil national selon la proportionnelle renforcent considé-

---

<sup>21</sup> Le développement de la motion Musy est reproduit sous le titre *Revision partielle de la Constitution fédérale*, in: *La Liberté*, 21 et 22 février 1919. Sur cette motion, voir Markus HODEL, *op. cit.*, S. 70; Chantal KAISER, *op. cit.*, S. 70-75.

tablement les partis minoritaires au détriment des radicaux jusque-là majoritaires. Le parti radical chute de 106 à 60 sièges et les libéraux reculent de 13 à 9 sièges, alors que le parti socialiste passe de 19 à 41 mandats. Le nouveau parti des paysans, artisans et bourgeois remporte 29 sièges. Les conservateurs catholiques maintiennent 41 sièges<sup>22</sup>. L'historien Roland Ruffieux note que, à partir de l'introduction de la représentation proportionnelle pour les élections au Conseil national, «*les partis entrent dans un nouvel âge: à l'ancienne opposition entre la majorité radicale et des minorités désunies succède un affrontement entre le bloc bourgeois ressoudé et le parti socialiste décidé à poursuivre la lutte des classes*»<sup>23</sup>.

Après la grève générale, puis de nouvelles alertes au cours de l'année 1919, la droite nationale se cherche un homme à poigne, décidé à résister aux pressions de la gauche. L'immédiat après-guerre ne correspond pas, loin de là, à un retour au calme en Europe. Plusieurs vagues révolutionnaires agitent le continent de l'automne 1918 à 1921. Les camps se polarisent nettement au sortir de la guerre, en Europe comme en Suisse.

### L'heure des conservateurs catholiques a sonné

Suite au renouvellement du Parlement, lorsque trois sièges sont à repourvoir au Conseil fédéral à la fin de l'année 1919<sup>24</sup>, les conservateurs catholiques se trouvent dans une situation favorable pour revendiquer un deuxième siège au gouvernement<sup>25</sup>. Les radicaux ayant perdu la majorité absolue au Conseil national, les conservateurs leur deviennent indispensables face à la percée socialiste. L'élargissement de la collaboration gouvernementale entre les radicaux et les conservateurs constitue la suite logique du compromis historique de 1891. Liés par l'antisocialisme, radicaux et conservateurs catholiques n'en gardent pas moins leur identité propre<sup>26</sup>.

<sup>22</sup> Les chiffres diffèrent quelque peu selon les ouvrages. Nous nous référons à Roland RUFFIEUX, *La Suisse de... op. cit.*, p. 74.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>24</sup> Décès le 9 novembre 1919 d'Edouard Müller (Berne); démission de Camille Decoppet (Vaud), nommé le 7 novembre 1919 à la direction de l'Union postale universelle; et retrait de Gustave Ador (Genève), annoncé depuis le milieu de l'été 1919.

<sup>25</sup> Sous ce point, nous évoquons seulement les éléments qui concernent avant tout l'élection de Musy. Pour une présentation détaillée de ces trois successions et des liens existant entre elles, voir Peter MENZ, *Der «Königsmacher» Heinrich Walther. Zur Wahl von vierzehn Bundesräten 1917-1940*, Freiburg/Schweiz 1976, S. 59-99; Arthur Fritz REBER, *Der Weg zur Zauberformel. Die Bundesratswahlen der Vereinigten Bundesversammlung seit der Wahl des Nationalrates nach dem Verhältniswahlrecht 1919 bis zur Verwirklichung eines «freien Proporz» für die parteipolitische Zusammensetzung der Regierung 1959*, Bern/Frankfurt a. M./Las Vegas 1979, S. 73-91.

<sup>26</sup> Urs ALTERMATT, *Le catholicisme au défi... op. cit.*, pp. 107-109.

Après avoir évoqué depuis des années déjà l'intention d'obtenir un siège supplémentaire au Conseil fédéral, la fraction conservatrice catholique, largement soutenue par l'ensemble du mouvement, décide le 12 novembre 1919 à l'unanimité de le demander formellement à l'occasion des prochaines élections au Conseil fédéral qui auront lieu le 11 décembre<sup>27</sup>. Très vite, c'est la candidature Musy qui est mise en avant, notamment par Franz von Ernst, journaliste influent de la presse conservatrice<sup>28</sup>. Au cours des discussions précédant les élections du 11 décembre, d'autres candidatures conservatrices éventuelles sont évoquées, principalement celles des conseillers aux États Joseph Räber (Schwyz) et Josef Düring (Lucerne), ainsi que celles des conseillers nationaux Thomas Holenstein (Saint Gall) et Heinrich Walther (Lucerne)<sup>29</sup>.

Musy profite toutefois de deux grands avantages sur les autres conservateurs précités: il est Romand et, après ses prises de position de 1918, incarne déjà l'antisocialisme le plus intransigeant. Alors que la tension entre Romands et Alémaniques est toujours perceptible, on ne peut pas envisager un successeur alémanique au Genevois Gustave Ador, conseiller fédéral sortant<sup>30</sup>. Le contexte international demande aussi un homme bien vu par les Alliés victorieux dont la Suisse a subi de très fortes pressions, en particulier au sortir de la guerre. Un Conseil fédéral avec un seul Romand risquerait de contrarier la France en particulier.

Sur la question des rapports entre les diverses communautés, Musy a adopté une attitude prudente durant la guerre. S'il a su défendre le point de vue romand et se faire le héraut de l'antisocialisme, il s'est pourtant gardé de heurter l'armée et les Alémaniques. Il ne peut se les aliéner pour entrevoir une éventuelle élection au Conseil fédéral. Perçu comme un ami de l'Entente, il représente également le Romand et le conservateur dont a besoin la droite nationale en Suisse.

La route est donc coupée aux cantons catholiques de la Suisse alémanique. Ainsi, les espoirs du Schwyzois Räber s'envolent très vite, malgré ses nombreuses qualités<sup>31</sup>. Le Lucernois Düring, également spécialiste des questions financières, peut quant à lui entretenir des illusions pendant quelques jours car Musy est loin de faire l'unanimité dans son propre parti<sup>32</sup>.

---

<sup>27</sup> Voir Peter MENZ, *op. cit.*, S. 87.

<sup>28</sup> Markus HODEL, *op. cit.*, S. 52.

<sup>29</sup> *Ibid.*, S. 53.

<sup>30</sup> Les conservateurs sont contraints de viser la succession du Genevois car il apparaît évident que ni Vaud ni Berne ne veulent renoncer à leur siège au gouvernement.

<sup>31</sup> Peter MENZ, *op. cit.*, S. 91-92.

<sup>32</sup> *Ibid.*, S. 92-95.

Dans les souvenirs de Heinrich Walther<sup>33</sup>, témoin privilégié de l'époque et chef influent du groupe conservateur aux Chambres, on peut lire que la fraction conservatrice ne montre alors aucun enthousiasme particulier pour une candidature Musy, bien qu'on lui reconnaissse ses capacités. On n'a pas oublié son comportement à l'égard de Georges Python, très estimé notamment par les conservateurs alémaniques<sup>34</sup>.

Walther écrit également que Giuseppe Motta, conseiller fédéral conservateur, manifeste à cette époque une certaine hésitation à avoir Musy comme collègue. Le Tessinois craint son manque de collégialité et prévoit déjà des difficultés avec le radical Edmund Schulthess<sup>35</sup>. Selon Walther, qui affirme d'ailleurs ne pas être intervenu dans le choix de Musy comme candidat du parti conservateur<sup>36</sup>, Motta aurait préféré avoir son ami Düring comme collègue plutôt que Musy<sup>37</sup>. Jean-Rodolphe von Salis, biographe de Motta, écrit par contre que le Fribourgeois doit son élection presque exclusivement à l'engagement du conseiller fédéral tessinois<sup>38</sup>. Selon Walther, Düring espère donc un moment être candidat car, outre Motta, le prédécesseur de Walther à la tête du groupe conservateur, le Thurgovien Alfons von Streng, ne cache pas ses réticences à l'égard de Musy<sup>39</sup>. Mais le Lucernois Düring, malgré toutes ses qualités, doit lui aussi abandonner ses prétentions. Les circonstances exigent un candidat conservateur romand, même si le premier siège conservateur est déjà occupé par un autre représentant de la Suisse latine, le Tessinois Motta.

Expert en matières financières et parlementaire écouté, Musy devient le candidat conservateur catholique favori<sup>40</sup>. Conseiller national, il est intervenu à chaque fois avec

<sup>33</sup> Heinrich WALTHER, *Bundesratswahlen vor und hinter den Kulissen während den zwanzig Jahren meines Fraktionspräsidiu*s (Zentralbibliothek Luzern, Nachlass Walther, Ms.N 84, Ms 79). Les souvenirs, non publiés, de Heinrich Walther ont déjà été largement exploités par Peter MENZ, *op. cit.* D'autres historiens les ont utilisés, notamment Markus HODEL, *op. cit.* et Chantal KAISER, *op. cit.* Nous renvoyons le lecteur à ces ouvrages que nous avons consultés avec profit.

<sup>34</sup> Heinrich WALTHER, *op. cit.*, S. 14.

<sup>35</sup> *Ibid.*, S. 14.

<sup>36</sup> *Ibid.*, S. 13. Heinrich Walther ne devient chef de la fraction conservatrice qu'au début du mois de décembre 1919 alors que les radicaux et les conservateurs se sont déjà mis d'accord vers la mi-novembre sur la candidature Musy. (Voir Peter MENZ, *op. cit.*, S. 32, 90-92). Gaston Castella prétend toutefois que Heinrich Walther fut assurément l'«un des protagonistes les plus habiles et les plus décidés de la candidature fribourgeoise». Toujours d'après cet historien, Heinrich Walther «mit au service de son ami fribourgeois son doigté infaillible de «faiseur de rois»». (Gaston CASTELLA, *op. cit.*, p. 42).

<sup>37</sup> Heinrich WALTHER, *op. cit.*, S. 15: «Es wäre ihm [Motta] eine andere Persönlichkeit weit willkommener gewesen als Herr Musy und das war sein Freund Ständerat Josef Düring».

<sup>38</sup> Jean-Rodolphe von SALIS, *Giuseppe Motta. Dreissig Jahre eidgenössische Politik*, Zürich 1941, S. 160. L'historien n'indique toutefois pas la source à laquelle il se réfère.

<sup>39</sup> Heinrich WALTHER, *op. cit.*, S. 18.

<sup>40</sup> Francis PYTHON, *Jean-Marie Musy... op. cit.*, p. 356.

beaucoup d'opportunité sur les sujets les plus brûlants: les difficultés financières de la Confédération, le fédéralisme, le danger de la centralisation financière et la montée du socialisme. Motta ayant exprimé le souhait de reprendre la direction du Département politique, les finances fédérales se cherchent un nouveau chef. Confronté à d'importantes difficultés financières, la Confédération a besoin d'un homme qui a fait ses preuves. À cet égard, les réussites de Musy dans le canton de Fribourg n'ont échappé à personne. Autre facteur important qui joue en sa faveur: sa proximité avec les milieux bancaires dont les affaires sont en pleine expansion. Nul doute qu'il saura défendre leurs intérêts s'il accède au gouvernement.

Sa jeunesse — il n'a que 43 ans — est également un atout car, au terme de la guerre, on souhaite voir un rajeunissement du Conseil fédéral. Seul des anciens grands cantons de la Confédération qui n'ait pas eu de représentant au Conseil fédéral depuis 1848, Fribourg semble en outre mériter son tour, d'autant plus que de nombreux soldats fribourgeois, mobilisés pour défendre l'État fondé par les radicaux, sont morts de la grippe à la fin de la guerre. C'est du moins l'avis de *La Liberté*. Devant l'enjeu pour le canton, et peut-être aussi dans l'espoir de voir Musy plutôt à Berne qu'à Fribourg<sup>41</sup>, le journal pythoniste relève les mérites du Gruérien et ajoute, péremptoire: «*De toutes façons, l'heure de Fribourg a sonné*»<sup>42</sup>. La fidélité au régime dont ont fait preuve les catholiques suisses entre 1914 et 1918 efface le souvenir des «mauvais patriotes» de 1847. Sans leur collaboration énergique, le camp radical aurait sans doute eu beaucoup de mal à sauver l'ordre établi. L'homme du 10 décembre n'a d'ailleurs pas manqué lui aussi d'évoquer le souvenir des soldats fribourgeois morts en 1918. Encore hier accusés de servir des intérêts ultramontains, les conservateurs catholiques ont affiché durant la guerre un hyperpatriotisme qui s'est doublé, avec la grève générale, d'un antisocialisme renforcé. Commencée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, leur intégration à l'État fédéral se confirme.

Venant d'un canton bilingue, le francophone Musy qui parle très bien l'allemand incarne aussi pour certains la réconciliation entre Romands et Alémaniques. La candidature Musy devient ainsi rapidement la seule envisageable selon les lois non écrites.

---

<sup>41</sup> Apparemment bien informé sur l'histoire de la République chrétienne et la trajectoire de Musy, un correspondant de Fribourg revient en 1952 sur les divergences entre musystes et pythonistes: «Aussi lorsque son intervention [de Musy; n.d.a.] aux Chambres fédérales, en 1918, fit entrevoir la possibilité de le porter au Conseil fédéral, les pythonistes eux-mêmes y donnèrent les mains, dans l'idée d'éloigner leur adversaire le plus redoutable.» (X.: *Portrait d'un disparu: Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération*, in: *L'Express* (Neuchâtel), 21 avril 1952).

<sup>42</sup> [s.n.]: *Le droit du canton de Fribourg à un siège au Conseil fédéral*, in: *La Liberté*, 1<sup>er</sup> décembre 1919.

Les dés semblent être jetés très tôt. Selon Räber, l'élection de Musy au Conseil fédéral est déjà jouée à la mi-novembre 1919<sup>43</sup>.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1919, dix jours avant les élections, le groupe conservateur présente Musy comme candidat au Conseil fédéral. C'est à l'unanimité que ses 49 collègues de fraction présents, sur un total de 57 parlementaires conservateurs, le choisissent<sup>44</sup>. Peu de temps après l'élection de Musy au Conseil fédéral, Räber notera dans son journal que la seule solution possible qui restait aux conservateurs pour obtenir un deuxième siège au gouvernement, c'était de présenter un candidat romand à la place d'Ador: «Man stand vor einem fait accompli»<sup>45</sup>. Face à une échéance de cette importance, le parti conservateur, ainsi que sa presse, *La Liberté* et le *Vaterland* en tête, serrent les rangs et soutiennent également la candidature Musy.

### L'appui radical

Suite notamment au grand ralliement antisocialiste, aux preuves de fidélité à l'ordre établi et à l'introduction de la représentation proportionnelle qui la pousse à la conciliation, la fraction radicale décide de son côté de soutenir à l'unanimité sauf une voix, la candidature Musy pour succéder au libéral Ador, en échange bien entendu de l'appui conservateur pour les candidats radicaux présentés pour les deux autres mandats à repourvoir<sup>46</sup>. Ce soutien de la fraction radicale explique très probablement l'élection au premier tour de Musy, malgré l'échec peu auparavant du Vaudois Paul Maillefer, candidat radical officiel à la succession de Camille Decoppet<sup>47</sup>.

À partir de 1912, Musy et les radicaux fribourgeois ont collaboré de facto en de nombreuses occasions, dans une atmosphère beaucoup plus consensuelle que cela n'avait été le cas sous le régime Python. Plus qu'un adversaire gênant dont ils espèrent se défaire, Musy est avant tout l'homme de l'ouverture pour les radicaux fribourgeois. Dès cette époque, il a droit à l'estime de beaucoup de radicaux suisses et, à la fin de 1919, il compte toujours de nombreux appuis dans le camp radical. À en croire une lettre de Räber du 12 novembre 1919, Musy semble même bénéficier du soutien du

---

<sup>43</sup> Voir la citation de la lettre de J. Räber du 12 novembre 1919, in: Markus HODEL, *op. cit.*, S. 54. Voir aussi Ludwig RÄBER, *Ständerat Räber. Ein Leben im Dienst der Heimat 1872-1934*, Einsiedeln/Zürich/Köln 1950, S. 157.

<sup>44</sup> Peter MENZ, *op. cit.*, S. 88.

<sup>45</sup> Inscription du 13 décembre 1919, citée in: Ludwig RÄBER, *op. cit.*, S. 157.

<sup>46</sup> Maillefer en remplacement de Decoppet, Scheurer à la place de Müller. Voir Peter MENZ, *op. cit.*, S. 88.

<sup>47</sup> Sur l'échec de la candidature Maillefer, voir Peter MENZ, *op. cit.*, S. 77-85.

radical Schulthess, l'homme fort du gouvernement fédéral: «*Die Wahl Musy's ist hinter den Kulissen fertig. [Bundesrat] Schulthess hat schon mit ihm die Departementsverteilung besprochen. Die Situation ist wirklich so, dass nur Musy in Frage kommen kann, sollen nicht zwei welsche Freimaurer gewählt werden. Aber wie die Geschichte hinter dem Rücken der Fraktion gemacht wird, ist nicht sonderlich erbaulich*»<sup>48</sup>. À la mi-novembre, Räber indique donc que Musy et Schulthess ont déjà parlé de la répartition des départements. Une entente entre les deux hommes semble avoir été trouvée, au demeurant dans le dos du groupe conservateur.

Avant les élections, Musy obtient également l'appui d'une bonne partie de la presse radicale, notamment du *Bund* et de la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), les deux quotidiens les plus influents de Suisse alémanique<sup>49</sup>. Reste que quelques radicaux, surtout à l'aile gauche du mouvement, émettent certaines réserves, entre autres à travers la *National-Zeitung* de Bâle et le *Luzerner Tagblatt*; le premier journal qualifiant Musy de «réactionnaire» inflexible<sup>50</sup>, le second penchant plutôt pour une candidature du Genevois William Rappard<sup>51</sup>. Selon *La Liberté*, la candidature de Rappard est «*lancée au début pour empêcher M. Musy d'occuper le siège de M. Ador*»<sup>52</sup>. La candidature de Heinrich Walther est également mise en avant par quelques radicaux opposés à Musy, mais cette manœuvre bute contre le refus catégorique de Walther de se laisser entraîner dans ce qu'il appelle une «action anti-Musy»<sup>53</sup>. Le Gruérien obtient aussi une chaude recommandation du parti radical fribourgeois à l'attention de la fraction radicale de l'Assemblée fédérale<sup>54</sup>. Reconnaissants envers Musy de leur avoir permis d'entrevoir une intégration aux affaires du canton, les radicaux fribourgeois font également preuve de solidarité cantonale.

L'appui d'une grande majorité de la fraction radicale se révèle essentiel pour envisager une entrée au Conseil fédéral. Fort de ce soutien, Musy n'a pas vraiment à s'inquiéter de l'hostilité que lui manifestent les socialistes. Bien au contraire, son antisocialisme intransigeant constitue sans aucun doute un atout dans un Parlement encore traumatisé par le choc de novembre 1918.

---

<sup>48</sup> Lettre de J. Räber à sa femme, 12 novembre 1919, citée in: Markus HODEL, *op. cit.*, S. 54. Voir aussi Ludwig RÄBER, *op. cit.*, S. 157.

<sup>49</sup> Peter MENZ, *op. cit.*, S. 88-89.

<sup>50</sup> *National-Zeitung*, 9 décembre 1919, cité in: Markus HODEL, *op. cit.*, S. 54.

<sup>51</sup> Peter MENZ, *op. cit.*, S. 89-90, 95-96.

<sup>52</sup> s.n.: *Une journée historique et dramatique. Visions de séance*, in: *La Liberté*, 12 décembre 1919. Voir aussi Gaston CASTELLA, *op. cit.*, p. 43.

<sup>53</sup> Heinrich WALTHER, *op. cit.*, S. 17.

<sup>54</sup> Voir Peter MENZ, *op. cit.*, S. 90.

## Le 11 décembre 1919

Lors des élections au Conseil fédéral du 11 décembre 1919, les fractions radicale, conservatrice, agrarienne et libérale présentent une liste commune composée des radicaux Schulthess (Argovie), Calonder (Grisons), Haab (Zurich), Scheurer (Berne) et Maillefer (Vaud), ainsi que des conservateurs catholiques Motta (Tessin) et Musy (Fribourg)<sup>55</sup>. Tout d'abord, l'Assemblée fédérale réélit, en quatre scrutins successifs, les anciens conseillers fédéraux qui se représentent: Giuseppe Motta, Edmund Schulthess, Felix Calonder et Robert Haab. Ensuite, les parlementaires nomment, sans incident, Karl Scheurer, en remplacement du radical bernois Eduard Müller. La sixième élection est plus mouvementée. Paul Maillefer, syndic de Lausanne et candidat radical officiel, n'est pas élu: après quelques péripéties, c'est en effet le Vaudois Ernest Chuard qui, malgré lui, succède au conseiller fédéral radical Camille Decoppet (Vaud). Par leur défection, les conservateurs ont grandement contribué à la défaite du candidat officiel des radicaux<sup>56</sup>.

Dès lors, Musy peut craindre pour sa propre candidature à la succession du Genevois Gustave Ador. Il n'en est pourtant rien. Lors de la septième et dernière élection au Conseil fédéral, le Fribourgeois, candidat officiel du parti conservateur, est facilement élu au premier tour. Sur 224 bulletins rentrés et 209 valables, il obtient 144 voix, dépassant largement les 105 suffrages nécessaires pour atteindre la majorité absolue. Ont également reçu des voix chez les conservateurs: Heinrich Walther qui en récolte six et le conseiller national valaisan Raymond Evéquoz qui en obtient quatre. On décompte quelques voix éparses et 15 bulletins blancs. Premier des viennent-ensuite, William Rappard obtient 43 voix, bien qu'il n'appartienne ni à un parti, ni au parlement<sup>57</sup>. Lancée par des milieux académiques genevois et soutenue par le groupe de politique social, la candidature Rappard était dirigée contre celle de Musy<sup>58</sup>. Le Genevois a reçu l'appui des démocrates, d'une partie des socialistes et de quelques radicaux de gauche. Cela ne suffit toutefois pas à ébranler l'entente électorale des forces de droite. Outre les voix de son parti, Musy a récolté les suffrages des radicaux, sans leur aile gauche, des libéraux et des agrariens. Son élection au Conseil fédéral marque un glissement net à droite du gouvernement.

---

<sup>55</sup> Arthur Fritz REBER, *op. cit.*, S. 77; s.n.: *Une journée historique et dramatique. Visions de séance*, in: *La Liberté*, 12 décembre 1919.

<sup>56</sup> Peter MENZ, *op. cit.*, S. 77.

<sup>57</sup> Voir *ibid.*, S. 85; Arthur Fritz REBER, *op. cit.*, S. 82.

<sup>58</sup> Gaston CASTELLA, *op. cit.*, p. 43; Peter MENZ, *op. cit.*, S. 85-86.

Septante-deux ans après la guerre du Sonderbund, Musy devient le premier conseiller fédéral fribourgeois. Rejoignant le Tessinois Motta, il donne du même coup aux conservateurs catholiques un deuxième siège au gouvernement. Tous les autres conseillers sont radicaux.

### Les principales significations de l'élection

Resituée dans la longue durée, l'élection de Musy n'est qu'une étape de la lente intégration des catholiques à l'État fédéral. Une borne emblématique qui marque la fin de l'après-guerre sonderbundien et le début d'un âge d'or du catholicisme helvétique<sup>59</sup>. Avec Motta aux affaires étrangères et Musy aux finances, les conservateurs occupent deux postes clés de la politique fédérale. Outre l'octroi aux conservateurs d'un second mandat au Conseil fédéral, d'autres événements comme l'élection le 11 décembre 1919 de Motta à la présidence de la Confédération pour l'année suivante et le rétablissement en 1920 de la nonciature en Suisse, 47 ans après la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican, montrent que les catholiques helvétiques se trouvent au lendemain de la Première Guerre mondiale au seuil d'une nouvelle ère.

L'entrée de Musy au Conseil fédéral s'inscrit également dans le sillage de l'émergence d'une place financière suisse performante. Mises sur orbite par la Première Guerre mondiale, les banques helvétiques jouent dorénavant un rôle important de plaque tournante des capitaux étrangers en fuite<sup>60</sup>. Soucieuses de se ménager de forts appuis politiques, elles ne peuvent que se féliciter de l'arrivée au gouvernement de Musy, habile défenseur de leurs intérêts. Satisfaite de cette désignation, la *NZZ*, très liée aux élites industrielles et bancaires du pays, relève ainsi les tendances modernes du conservateur fribourgeois et précise que son élection représente un renforcement de l'emprise des milieux économiques sur l'orientation du gouvernement<sup>61</sup>. Dès lors, on peut comprendre son élection au Conseil fédéral «*comme le symbole d'un rapprochement entre l'aile patronale du Parti radical et ce que, par opposition au courant chrétien-social et au courant traditionaliste, il faut appeler l'aile «entrepreneuriale» du Parti catholique-conservateur*»<sup>62</sup>. En restant toujours dans le cadre d'une coalition des

---

<sup>59</sup> Sur l'âge d'or du milieu catholique de 1920 à 1950, voir Urs ALTERMATT, *Le catholicisme au défi...* op. cit., pp. 112-114.

<sup>60</sup> Voir p.e. Luciano RUGGIA, *Les relations financières de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale*, in: Youssef CASSIS; Jakob TANNER (éd.), *Banken und Kredit in der Schweiz — Banques et crédit en Suisse (1850-1930)*, Zürich 1993, pp. 77-95.

<sup>61</sup> [s.n.]: *Die Bundesratswahl*, in: *NZZ*, 12 décembre 1919.

<sup>62</sup> Sébastien GUEX, *La politique monétaire et financière de la Confédération suisse. 1900-1920*, Lausanne 1993, p. 262.

droites, il est possible de voir dans cette élection un compromis entre le monde agricole et la bourgeoisie industrielle et financière, une alliance de la tradition rurale avec la modernité urbaine, une entente entre les fédéralistes et les centralisateurs.

L'accès de Musy au Conseil fédéral représente également un moment fort du passage à l'offensive des milieux bourgeois contre le mouvement ouvrier, ainsi qu'un net glissement à droite de l'exécutif. Si, directement après le choc de novembre 1918, une grande partie du bloc bourgeois est prête à jeter du lest — Roland Ruffieux parle d'un «galop de politique sociale»<sup>63</sup> —, la seconde moitié de 1919 est marquée par une polarisation croissante du clivage droite-gauche. L'élection du Fribourgeois symbolise ainsi la formation d'un bloc des droites majoritaire dressé contre le socialisme qu'il ne suffit plus d'endiguer, mais qu'il faut faire refluer. À la fin de l'année 1919, l'heure est à l'affrontement idéologique. Musy n'a aucune peine à endosser le rôle de «dur» prêt à mener une lutte sans compromis contre la gauche et enclin même à rechercher la confrontation. Exclue de cette ébauche de démocratie consensuelle à droite, la gauche aura aussi son petit bout de chemin à faire pour sortir de l'isolement.

Pour les Fribourgeois, en majorité catholiques et conservateurs, l'accession de Musy au gouvernement fédéral a une signification toute particulière: c'est leur premier conseiller fédéral. Au-delà des commentaires emphatiques de la presse fribourgeoise, ainsi que des réceptions enthousiastes et des cortèges aux allures de triomphe qui accompagnent le retour de Musy dans son canton<sup>64</sup>, cette élection contribue surtout à sortir les Fribourgeois de leur complexe d'infériorité hérité de la défaite humiliante de 1847. De 1848 à 1919, les circonstances n'avaient pas permis l'entrée d'un Fribourgeois au Conseil fédéral. Ni Hubert Charles dans le jeune État fédéral, ni Louis de Weck-Reynold en 1878, ni Georges Python en 1911 n'avaient pu accéder à la plus haute magistrature de l'État fédéral, malgré l'importance de leur stature politique. Avec l'élection de Jean-Marie Musy le 11 décembre 1919, les Fribourgeois se sentent enfin devenir des citoyens à part entière. Pour beaucoup d'entre eux, il y a désormais un avant et un après 1919.

---

<sup>63</sup> Roland RUFFIEUX, *La Suisse de... op. cit.*, p. 85.

<sup>64</sup> Pavoisée, la ville de Fribourg fait un accueil triomphal à son conseiller fédéral. Une foule en liesse lui rend hommage. Un absent à la réception organisée par le Conseil d'État: Georges Python qui s'est fait excuser. (s.n.: *La réception de M. le conseiller fédéral Musy à Fribourg*, in: *La Liberté*, 13 décembre 1919). La Gruyère acclame également le nouvel élu. (s.n.: *M. Musy, conseiller fédéral à Bulle*, in: *Le Fribourgeois*, 15 et 16 décembre 1919). La colonie fribourgeoise de Berne, par la voix de Gonzague de Reynold, le fête aussi. (Voir Gonzague de REYNOLD, *Mes mémoires*, Genève 1963, vol. 3, pp. 724-725). En 1920, Jean-Marie Musy reçoit la bourgeoisie d'honneur de Fribourg. (Gaston CASTELLA, *op. cit.*, planche hors texte [p. 46]).